

CONCOURS SUR ÉPREUVES D'ADMISSION DANS LE CORPS DES OFFICIERS DE LA GENDARMERIE NATIONALE

ouvert aux sous-officiers de carrière de gendarmerie titulaires d'une licence de l'enseignement supérieur général ou technologique, d'un autre titre ou diplôme classé au moins au niveau II (ancienne nomenclature) et au moins de niveau 6 (nouvelle nomenclature) du décret du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles, d'un titre ou diplôme reconnu comme équivalent à ces derniers ou d'un titre professionnel dont la liste est établie par arrêté du ministre de l'intérieur

- OG SD -

SESSION 2022

ÉPREUVE À OPTION : SYNTHÈSE DE DOSSIER

(Durée : 03 heures – Coefficient : 15 – Note éliminatoire < 05/20)

*La note de synthèse est construite selon un plan classique : introduction, développement, conclusion.
Elle est entièrement rédigée. Seules les grandes parties peuvent éventuellement être précédées d'un titre.*

Elle doit être objective, dénuée d'appréciation personnelle.

Le candidat doit rédiger en 600 mots (tolérance + 10%) une note de synthèse claire, précise et concise.

Le dépassement du nombre de mots imposé pour la rédaction génère une pénalité fixée dans le tableau ci-dessous :

| NOMBRE DE MOTS ÉCRITS PAR LE CANDIDAT | PÉNALITÉ CORRESPONDANTE |
|---------------------------------------|-------------------------|
| Rédaction de 661 à 670 mots | Moins 1 point |
| Rédaction de 671 à 680 mots | Moins 2 points |
| Rédaction de 681 à 690 mots | Moins 3 points |
| Rédaction de 691 à 700 mots | Moins 4 points |
| Rédaction de plus de 700 mots | Moins 10 points |

«La cancel culture»

« La cancel culture peut-elle avoir un impact en France ? »

| SOMMAIRE | | | |
|----------|---|-----------------|-------|
| Pièce | Titre | Nombre de pages | Index |
| 1 | Cancel culture : effacer l'historique, Bruno LAREBIERE, L'Incorrect, 6 janvier 2021 | 3 | 1 |
| 2 | Les dégâts de la cancel culture sur le nu féminin dans l'art, Constance DESANTI , Marianne, 25 octobre 2021 | 3 | 4 |
| 3 | Quand 2019 se penche sur le cas de Gauguin le "pédophile", Louis NADAU, Marianne , 20 Octobre 2019 | 2 | 7 |
| 4 | TOUT COMPRENDRE - Pépé le Putois "annulé": c'est quoi la "cancel culture"?, Jérôme LACHASSE, BFMTV, 11 Mars 2021 | 3 | 9 |
| 5 | La « cancel culture » s'attaque cette fois à Blanche-Neige, Alice PAIRO-VASSEUR, Le Point, 04 Mai 2021 | 1 | 12 |
| 6 | Qu'est-ce que la pensée « woke » ? Quatre questions pour comprendre le terme et les débats qui l'entourent, Assma MAAD, Le Monde, 23 septembre 2021 | 3 | 13 |
| 7 | La "cancel culture" a assez duré, Tribune collective, Marianne, 24 aout 2020 | 2 | 16 |
| 8 | La « cancel culture », ces nouvelles « fatwas » venues de la gauche, Laure DAUSSY, Charlie Hebdo, 2 septembre 2020 | 3 | 18 |
| 9 | Cette tribune signée par 150 intellectuels relance le débat sur la cancel culture, Marie CAMIER THERON, Madmoizelle, 09 juillet 2020 | 4 | 21 |
| 10 | Face à l'idéologie «woke», Jean-Michel Blanquer annonce un plan européen pour le latin et le grec, Claire CONRUYT, 15 Novembre 2021 | 1 | 25 |
| 11 | Cancel culture : au Canada, des livres brûlés au nom de l'« inclusivité »,Alice PAIRO-VASSEUR, Le Point, 08 Septembre 2021 | 1 | 26 |

Cancel culture : effacer l'historique

Purger le paysage public et notre mémoire collective de tout ce qui est censé rappeler les heures les plus sombres de l'histoire occidentale : la cancel culture, dernière idée américaine à pénétrer en France, est la solution trouvée et revendiquée par les minorités pour prendre leur revanche sur l'exécrable homme blanc. Éditorial du dossier, par Bruno Larebière.

Par Bruno LAREBIERE, Publié le 06/01/2021

« Moi, je ne crois pas à ce qu'on appelle la Cancel Culture. » Il faut toujours se méfier des gens qui commencent leur phrase par « moi je ». Début décembre dernier, Lui, donc, avec le L majuscule qui permet de le distinguer du commun des mortels, répond à une longue interview (près de 2 h 30) diffusée en « live », ce qui veut dire en direct – par opposition à « replay » qui signifie différé dans notre belle « start-up nation » – sur Brut, un média en ligne qu'on ne saurait définir autrement que par son public : les djeunes. Il paraît que ceux-là, qui ne savent rien d'autre que ce que l'Éducation nationale leur a enseigné, c'est-à-dire rien, et ce que les vidéos visionnées sur leurs smartphones leur ont appris, c'est-à-dire moins que rien, mais en version originale non sous-titrée, en sont friands.

Emmanuel Macron était interrogé sur la fracture entre les diverses mémoires de la guerre d'Algérie, il dérive et en vient donc à confier, en prenant apparemment son public à rebrousse-poil : « Moi, je ne crois pas à ce qu'on appelle la Cancel Culture. » De quoi parle-t-il ? « To cancel » signifiant « annuler », une traduction hâtive pourrait laisser penser qu'il ne croit pas à la culture pour les nuls, ce qui pourrait créer un malentendu semblable à celui suscité par ses propos sur les « illettrés » de l'abattoir Gad – en plus de causer de la peine aux éditions First.

Cancel Culture peut être traduit, plus justement, par « culture de l'annulation », ou, plus précisément encore, par « culture de l'élimination ». Dans les faits, il s'agit de ce mouvement né aux États-Unis et qui vise, d'abord à dénoncer, ensuite à ostraciser, enfin à éliminer – ou, à défaut de pouvoir le faire soi-même, à exiger l'élimination – de toute référence, des toponymes à la statuaire en passant par les références universitaires, à des personnalités ou événements ayant eu des comportements ou prises de position moralement condamnables.

Chacun y va désormais de son lobbying, qui au nom du droit à la dignité retrouvée des Noirs, qui au nom des LGBTXYZ+<%, qui au nom des femmes, afin de faire disparaître du paysage public et de la mémoire collective tout ce qui peut rappeler les heures les plus sombres de la civilisation occidentale

Née aux marges – par définition opprimées – de la société américaine, la Cancel Culture a traversé l'Atlantique pour se jeter avec gourmandise, entre autres cibles supposées représenter le suprématisme blanc, sur la statue de Colbert située devant l'Assemblée nationale, ainsi que sur la salle Colbert du Palais-Bourbon. Motif : outre qu'il a été ministre de Louis XIV, ce qui suffit déjà à le rendre condamnable, Colbert fut le principal rédacteur du Code noir, qui régissait les conditions de l'esclavage des Nègres.

Chaque minorité ayant par définition été opprimée par, pour faire simple, le mâle blanc occidental, chacun y va désormais de son lobbying, qui au nom du droit à la dignité retrouvée des Noirs, qui au nom des LGBTXYZ+<%, qui au nom des femmes (qui n'ont toujours pas compris qu'elles sont majoritaires), afin de faire disparaître du paysage public et de la mémoire collective tout ce qui peut rappeler les heures les plus sombres de la civilisation occidentale, lesquelles doivent débiter, si l'on a bien compris, aux alentours de 40 000 ans avant notre ère (la datation de la grotte Chauvet) et ne s'achèveront que le jour où l'avant-dernier activiste, qui aura bien eu quelque chose à se reprocher si l'on fouille un peu dans ses arrière-pensées, aura été pendu avec les tripes du dernier survivant de l'espèce humaine.

Aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, la Cancel Culture fait disparaître des pans entiers des histoires nationales, avec l'assentiment, et l'appui, ici des autorités politiques, là des autorités morales et intellectuelles progressistes, souvent des deux, évidemment soutenues par les médias dominants. La France n'y échappe pas, l'exemple le plus récent étant la décision prise par les éditions du Masque, l'été dernier, de ne plus rééditer sous ce titre Dix Petits Nègres, d'Agatha Christie, que de toute façon Amazon avait décidé de ne plus commercialiser, et de le rebaptiser Ils étaient dix. Au surplus, dans la nouvelle traduction, validée par l'arrière-petit-fils de l'auteur, l'action ne se déroule plus sur l'île du Nègre, mais sur l'île du Soldat. Manquerait plus qu'on s'aperçoive que ledit soldat est un tirailleur sénégalais et ce sera reparti pour un tour.

Nicolas Pinet pour *L'Incorrect*

« Moi, je ne crois pas à ce qu'on appelle la Cancel Culture, je ne crois pas à l'idée qu'on efface ce que l'on est », a donc déclaré Emmanuel Macron, et on allait presque applaudir quand le propos, sitôt tenu, a été contredit, d'abord par un « par contre », ensuite par un démenti ! « Par contre, ce qui vrai, c'est qu'il y a toute une part de notre histoire collective qui n'est pas représentée. Il y a toute une part de notre histoire qui parle à notre jeunesse qui est noire, [...] maghrébine. Ils ont leurs héros, simplement on ne les a pas reconnus, on ne leur a pas donné une place ».

Et de proposer qu'il y ait « une forme d'appel à la contribution collective et qu'on essaye d'identifier 300 à 500 noms, et que, d'ici au mois de mars, on puisse avoir une espèce de catalogue de 300 ou 500 noms de ces héros, et qu'on puisse ensuite décider d'en faire des rues, des statues... » Et d'ajouter : « Je voudrais que ce soit nourri par toute la jeunesse », tempérant aussitôt les ardeurs de ceux qui allaient s'engouffrer dans la brèche pour réclamer, par exemple, l'édification d'une statue de Guy de Larigaudie à Paris, puisque c'est de là qu'il s'élança au volant de sa vieille Ford pour rallier Saïgon, par ces mots : « par ceux qui ont une conscience civique ».

Emmanuel Macron ne croit donc pas à la pertinence du combat en faveur de la Culture de l'effacement, mais il ne laissera à personne d'autre qu'à ceux qui en sont partisans le soin de l'aider à mettre en œuvre exactement la même chose, mais par une autre voie, celle de la noyade. C'est à l'ensevelissement de la culture française, dont on sait qu'elle n'existe pas pour lui, qu'il veut procéder, par l'installation massive de représentations et toponymes émanant de cultures étrangères, et souvent antagonistes, à la culture française. Ce n'est pas l'article 1 de la Constitution qu'il faut modifier mais l'article 5 ; le président de la République « est le garant de l'abdication nationale [et] de la partition du territoire. »

C'est la fin du roman national. La fin de l'Histoire de France. Un nouvel épisode de la conquête du pays, dans sa phase primordiale, celle de l'esprit, de la mémoire, de la symbolique, de la représentation. Comme si, au plus haut sommet de l'État, et sans même qu'il soit besoin d'un comité scientifique, ni d'un conseil de Défense, le feu vert avait été donné pour que la maladie d'Alzheimer se propage à toute la société – l'Éducation nationale a déjà apporté une très large contribution... – et qu'en guise de vaccin, ce soit un corps étranger qui soit inoculé.

D'ailleurs, « en même temps » qu'il disait ne pas croire à la Cancel Culture, Emmanuel Macron déclarait...très exactement l'inverse. Car trois minutes plus tard, relancé, il déclarait : « Il y aura des noms de rues à changer, il a des statues à refaire ». Car « notre histoire, elle est la conjugaison de toutes ces histoires ». Au passé révolu.

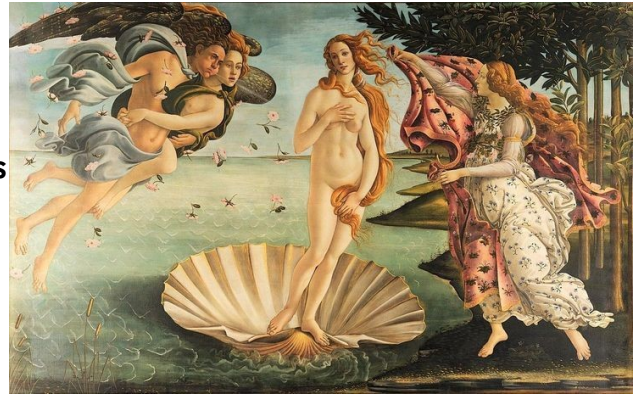
Alors, avec toute la « conscience civique » dont nous sommes capables – et pour ne pas rester spectateurs de notre fin programmée –, nous avons décidé d’apporter notre pierre à cette « contribution collective » que le chef de l’État appelle de ses vœux. En espérant que telle idée émise par l’un de nos jeunes rédacteurs soit retenue. Pour que peut-être, en mars, nous puissions découvrir que, pour une fois, nous avons été utiles à la réflexion d’Emmanuel Macron.

À propos, les gars d’Amazon : c’est très bien d’avoir obtenu la peau de Dix Petits Nègres mais, sans vouloir balancer, la partition du Petit Nègre, de Claude Debussy, alias « The Little Negro », en version piano seul, et en version clarinette et piano, et pour flûte et piano, et pour saxophone, et même pour basson, vous savez que vous les vendez encore ? Pas bien ça.

Les dégâts de la cancel culture sur le nu féminin dans l'art

Par Constance DESANTI, Publié le 25/10/2021

La nudité, autrefois symbole de liberté et de beauté, devient suspecte et se pare de pudibonderie ou de dégoût, à cause de certains représentants de la culture woke qui relisent l'histoire de l'art à l'aune de leur idéologie, explique Constance Desanti, illustratrice, ancienne élève de l'École du Louvre



À l'heure où toute l'Europe s'indigne du sort des femmes afghanes privées à nouveau de leur liberté et forcées par les talibans à se dissimuler derrière la *burqa* – un voile intégral grillagé au niveau des yeux – il est de bon ton, pour une petite communauté de militantes féministes du milieu de l'art, de stigmatiser le corps de la femme, perçu selon elles comme un objet sexuel sous le regard forcément malsain de l'homme. Ainsi, l'instagrammeuse Margaux Brugvin qui officie également comme interlocutrice pour des grands musées parisiens, compare les nus féminins de la peinture du XVIIIe siècle à des « revues pornos ». Dans la même vidéo postée sur le réseau social, elle s'en prend cette fois à des personnages de la mythologie grecque comme Zeus qui selon elle est « *le plus grand prédateur sexuel de la culture occidentale dont les viols emplissent les musées* ».

Dans la même veine, le compte *Vénus s'épilait-elle la chatte ?* (chacun jugera de la subtilité du titre), lancé également par une ancienne étudiante en histoire de l'art, s'en prend aux artistes masculins dont le regard porté sur la femme est nécessairement empreint de lubricité. Aussi avance-t-elle à propos d'un sublime tableau de Jean-Jacques Henner intitulé *Sara la baigneuse* et dépeignant une nymphe énigmatique aux cheveux de feu : « *En plus [...] de la culture du viol, cette œuvre de Henner est intéressante parce qu'il avait lui-même une obsession pour l'esthétique "femme fatale": des femmes nues [...] qui semblent défier de leur sexualité menaçante les pauvres hommes innocents* »

Ces quelques saillies dépourvues de réflexion, qui ne sont qu'un échantillon parmi un florilège plus important, pourraient prêter à sourire si elles ne trouvaient pas un écho chez des milliers d'abonnés captifs sur le réseau social, souvent de jeunes personnes néophytes dans le domaine artistique et particulièrement influençables.

« La sexualisation exacerbée de la femme orientale dans la peinture européenne est en réalité un mythe que se plaisent à agiter les partisans de la culture woke. »

Par ailleurs, il semble inquiétant que des personnes ayant étudié l'art profèrent de telles fables et approximations dans le seul dessein de servir leur idéologie. À cet égard, il est important de rappeler quelques fondamentaux. Le nu, et en particulier le nu féminin, a toujours été une composante de l'art occidental et n'a que rarement un lien avec la sexualité. Si l'on devait schématiser cette représentation du nu féminin, nous pourrions avancer qu'elle obéit aux deux grands principes directeurs que sont, d'une part, le contexte propre au personnage représenté, pouvant recouvrir de multiples registres – épanoui, maternel, politique, transgressif, etc. – et, d'autre part, l'association indissoluble qu'elle forme avec le concept de beauté.

Ainsi, *Le bain de Diane*, œuvre de François Clouet, représente la déesse dévêtue pour la simple raison qu'elle s'apprête à se laver. *La naissance de Vénus*, thème dépeint par de nombreux artistes parmi lesquels Sandro Botticelli ou Alexandre Cabanel, montre une femme nue car venant à la vie. Dans une célèbre peinture exposée au Louvre, la nudité de Gabrielle d'Estrées, favorite d'Henri IV, dont le sein est pincé par sa sœur, sert à indiquer sa quatrième grossesse à venir par le biais du symbole de la lactation.

S'agissant de la représentation du nu comme incarnation de l'idéal de beauté, citons à titre d'illustration *l'Aphrodite de Cnide*, célèbre œuvre du sculpteur grec Praxitèle datant du IVe siècle avant J-C, considérée comme la première figuration d'une déesse nue. Nous pouvons également évoquer *les Trois Grâces* (Raphaël, Carle Van Loo, Pierre Paul Rubens, etc.) dont la nudité est bel et bien une allégorie de la beauté et de la délicatesse n'ayant aucun rapport avec la sexualité.

Ajoutons que les hommes sont eux aussi fréquemment représentés nus. *L'enlèvement des Sabines* de Jacques-Louis David montre des guerriers romains aux corps nus. Le motif du *Christ en croix* est celui d'un homme dépourvu de vêtements afin de porter l'attention du fidèle sur son dénuement, son innocence et sur ses souffrances.

En réalité, la représentation de la nudité dans l'art est très ancienne et remonte à l'Antiquité, berceau de l'art occidental, dont l'influence sera déterminante aux cours des siècles. Les Grecs inventèrent le « canon » – évoquons le canon de Polyclète dont la tête devait être comprise sept fois dans la hauteur du corps – convention stylistique pure qui avait pour but d'idéaliser le corps humain. La nudité participait alors de ce « Beau idéal ». Pour les artistes, peindre ou sculpter une silhouette nue représentait dès lors un morceau de bravoure et une étape indispensable dans leur cursus d'apprentissage. Dans cette filiation, Rodin, qui reconnaissait vouer un culte véritable au nu, s'exclamait en 1911 : « Voyez ce Nu de Renoir, voyez la qualité de cette chair, il brille dans la nuit : un vrai Praxitèle ! »

À partir du XIXe siècle, la nudité féminine comme expression allégorique de la beauté devient un *topos* (lieu commun). Ce faisant, la représentation de femmes nues dans les œuvres n'est plus réservée aux seules figures majeures communément associées à cet idéal (Vénus, les Grâces, les Nymphes, etc.), mais est dorénavant appliquée à des femmes ordinaires évoluant dans leur environnement domestique à l'image des nus de Pierre Bonnard ou de Jules Dalou. En quelque sorte, l'on assiste alors à une démocratisation du nu féminin, sans autre finalité que celle de figurer la beauté de l'instant. Avec des courants tels que l'Esthétisme ou l'Art Nouveau émerge en effet l'envie de peindre un rêve de beauté, incarné le plus souvent par la Femme. Celle-ci s'invite alors partout, y compris dans les arts décoratifs (mobilier, vaisselle, affiches...) et l'architecture. Voluptueuse, élégante, elle incarne à la fois la beauté, la féminité mais aussi la modernité. Le XXe siècle poursuivra cette tendance avec des artistes comme Aristide Maillol dont la statue, intitulée sobrement Femme et représentant une jeune fille nue accroupie, fera dire à André Gide au salon d'automne de 1905 : « *Elle est belle ; elle ne signifie rien ; c'est une œuvre silencieuse. Je crois qu'il faut remonter loin en arrière pour une aussi complète négligence de toute préoccupation étrangère à la simple manifestation de la beauté.* »

Enfin, s'il était encore besoin d'éliminer l'idée erronée que les femmes nues dans l'art émanent du voyeurisme pernicieux des artistes masculins – l'anglicisme "male gaze" étant dans ce cas invoqué –, puissions-nous rappeler que les artistes femmes ont, elles aussi, caressé de leur pinceau ou ciselé de leur gouge les courbes féminines. Citons entre autres *La sirène* et *l'Implorante* de Camille Claudel, *la Toilette* de Mary Cassatt, *la Danaé* d'Artemisia Gentileschi ou encore *La jeune femme* et *la Bacchante d'Elisabeth Vigée le Brun*. Difficile de soutenir que le regard du peintre serait ici animé par une quelconque arrière-pensée concupiscente.

Le wokisme à l'assaut de l'orientalisme

Pour les féministes contemporaines et autres chantres de « l'inclusivité », le combat se porte également sur l'iconographie supposément raciste, dégradante et hypersexualisée des femmes étrangères, et plus particulièrement des femmes orientales.

Nous avons rappelé plus haut que l'image de la femme nue était intimement liée à un idéal de beauté. Dans cette approche héritée du modèle grec, un certain nombre d'artistes néoclassiques revendiquant leur filiation avec l'Antiquité, dont les peintres Jean-Dominique Ingres et Jean-Léon Gérôme, se plurent à représenter de radieuses odalisques afin de célébrer la perfection du corps nu. Selon Lynne Thornton, historienne de l'art spécialiste de l'Orientalisme, ces nus sont à la fois « indépendants et conscients à un degré suprême de leur beauté parfaite » et ne présentent « aucune intention apparente d'éveiller une curiosité sexuelle ».

La sexualisation exacerbée de la femme orientale dans la peinture européenne est en réalité un mythe que se plaisent à agiter les partisans de la culture *woke*. En effet, les odalisques dévoilent leur nudité au même titre que de nombreux modèles occidentaux. Il est à noter que le statut ambivalent de ces femmes de harem, et donc l'érotisme qu'elles pouvaient susciter dans l'imaginaire collectif, les rapproche certainement davantage des demi-mondaines parisiennes dépeintes par Édouard Manet (*Olympia*) ou Henri Gervex (*Rolla*) que des divinités classiques. Toutefois, la grâce et la délicatesse de leur traitement, imposées à la fois par les conventions artistiques et par la morale de l'époque, en font de véritables icônes de beauté, bien loin de l'image obscène à laquelle certains voudraient les associer.

« Que la femme orientale soit montrée voilée ou nue, l'intention serait forcément malsaine et viserait à "l'inférioriser" ».

Par ailleurs, il est nécessaire d'indiquer que parmi l'imposant corpus d'œuvres orientalistes, les odalisques ne représentent qu'une part restreinte. Avec le triomphe de la sensibilité réaliste, les peintres auront pour ambition de coller au plus près de la réalité en croquant des scènes de la vie quotidienne. Pour ce faire, ils se rendront en Afrique du Nord, tels Léon Cuvy ou Jean Bouchaud qui fréquentèrent la villa Abd-el-Tif, dans le but d'observer la population locale et de retranscrire leurs mœurs et habitudes. Dans une approche documentaire, les femmes qu'ils dépeignirent se distinguaient alors parfaitement dans leurs atours (caftans brodés, haïks...) du modèle caractéristique de l'odalisque.

En vérité, le principal reproche formulé aux artistes européens par les partisans du « wokisme » est d'avoir simplement voulu représenter des femmes étrangères, ce qui impliquerait automatiquement une appropriation de leur image dans une logique de domination. C'est ce qu'écrit en substance Agnès de Féo dans un article pour le magazine Slate intitulé « *Le voile facial de la femme orientale, de fantasme colonial à objet de résistance* ». Selon elle, que la femme orientale soit montrée voilée ou nue, l'intention serait forcément malsaine et viserait à « l'inférioriser ». Le voile aurait alors été « exploité » par les colons comme « image exotique servant d'attraction touristique » et la nudité n'aurait eu d'autre but que « d'offrir la femme à la jouissance voyeuriste ». Apparaissent ici toutes les limites de ce type d'argumentaire dont la seule solution consisterait en la censure pure et simple des œuvres d'art orientalistes.

Face à l'iconoclasme intersectionnel, renouer avec la beauté

Entre condamnation systématique et volonté de censure, le danger réside dans l'apparition de ce nouveau catéchisme qui prétend indiquer ce qu'il est acceptable et moral d'exposer et ce qui ne l'est pas. L'histoire de l'art est alors relue avec les lunettes idéologiques de ses détracteurs qui ne songent qu'à la dénigrer et à la transformer. Dans cette vision réductrice dépourvue de réelle analyse, le corps nu de la femme est le premier stigmatisé car perçu uniquement comme l'objet du fantasme de l'artiste. La nudité, autrefois symbole de liberté et de beauté, devient alors suspecte et se pare de pudibonderie ou de dégoût.

Interrogé il y a quelques temps sur le désintéret grandissant des individus pour la beauté, Sylvain Tesson avançait : « *La beauté sauvera le monde, comme disait Dostoïevski, mais encore faut-il que quelque chose sauve la beauté* ». Il apparaît en effet nécessaire d'ouvrir les yeux sur la splendeur de la création, qu'elle soit d'origine naturelle ou humaine, afin de ne jamais cesser de s'émerveiller de la beauté d'un arbre, d'une fleur, d'un animal, d'une personne ou d'une œuvre d'art, au risque de la voir disparaître de nos existences.

Quand 2019 se penche sur le cas de Gauguin le "pédophile"

Par Louis NADAU, Publié le 20/11/2019 à 17:59

Alors que la National Gallery de Londres consacre une exposition aux portraits de Paul Gauguin, le "New York Times" a publié ce lundi 18 novembre un article invitant à revoir l'héritage du peintre à l'aune de ses relations avec des Polynésiennes de 13 et 14 ans.



"Is It Time Gauguin Got Canceled?". C'est le titre provocateur de l'article publié ce lundi 18 novembre dans le *New York Times* émettant l'hypothèse, comme diraient des Twittos, qu'on "supprime" purement et simplement l'œuvre du peintre. "Pourquoi Gauguin est-il problématique ?" serait certainement un bon équivalent de ce titre dans ceux des médias français qui adhèrent au révisionnisme anachronique. Alors que la National Gallery de Londres consacre une exposition aux portraits de Paul Gauguin jusqu'au 26 janvier, le quotidien américain met ainsi en scène un débat appelant à revoir l'œuvre de l'artiste, débarqué à Tahiti en 1891, à l'aune de ses relations avec des Polynésiennes de 13 et 14 ans et, surtout, des normes sociales du XIX^e siècle. « À une époque de sensibilité publique accrue aux questions de genre, de race et de colonialisme, les musées ont à réévaluer son héritage », assène l'auteur de l'article, Farah Nayeri.

"un pédophile arrogant"

C'est justement ce qu'ont fait les commissaires de l'exposition londonienne : les textes muraux accompagnant la visite expliquent ainsi que le peintre "a eu des relations sexuelles répétées avec des jeunes filles, épousant deux d'entre elles et engendrant des enfants". D'où peins-tu donc, camarade ? "Nul doute que Gauguin a tiré parti de sa position d'Occidental privilégié pour profiter de toutes les libertés sexuelles dont il disposait", nous avertissent les cartels.

Une exposition sur le même thème aurait, il y a encore vingt ans, "fait plus grand cas des innovations formelles" de l'artiste, explique au quotidien new-yorkais l'un des curateurs de la National Gallery, Christopher Riopelle, selon qui tout doit cependant être désormais vu "dans un contexte bien plus nuancé". "Je pense qu'il n'est plus suffisant de dire que c'était leur manière de faire à l'époque", fait-il valoir, se disant "décru" que l'urgence créatrice ait poussé Gauguin "à blesser ou se servir de tant de personnes".

Ashley Remer, curatrice américaine et fondatrice du musée en ligne girlmuseum.org, également interrogée par le *New York Times*, hésite moins à vouer Gauguin aux gémonies : "Pour être franche, c'était un pédophile arrogant, surestimé et condescendant", martèle-t-elle. Pour illustrer son propos, celle qui a fait de la représentation des jeunes filles dans l'histoire et la culture sa spécialité ajoute que les peintures de Gauguin auraient été "bien plus scandaleuses" si elles avaient été... des photographies. Et d'estimer : "Nous n'aurions pas accepté ces images".

"un langage culturellement indélicat"

Quelques jours avant l'ouverture en mai du pendant canadien de l'exposition, à la National Gallery d'Ottawa, l'équipe de ce musée avait en outre décidé de modifier certains cartels afin, a expliqué au *NYT* le bureau de presse du musée, "d'éviter d'employer un langage culturellement indélicat". Quitte à prendre les visiteurs pour des imbéciles... Ainsi, le masque sculpté par l'artiste, baptisé *Tête de sauvage*, a été présenté à Ottawa avec une étiquette précisant que "sauvage" ou "barbare", des termes "aujourd'hui considéré comme offensants", "reflétaient une attitude courante" à l'époque de Gauguin.

Après du journal, la directrice du musée d'Ottawa signale que sur les 2.313 retours de visiteurs reçus après l'exposition, une cinquantaine se plaignaient que le musée accueille les œuvres de Gauguin. "L'exposition aurait dû traiter ces problèmes d'une façon plus ouverte et transparente, connectée avec le public d'aujourd'hui", s'excuse-t-elle donc, ajoutant qu'aborder les "angles morts" de l'œuvre des grands artistes "pourrait les rendre plus pertinents". Un propos appuyé par la curatrice danoise Line Clausen Pederse, ayant participé à l'élaboration de plusieurs expositions consacrées au peintre : "Ce qu'il reste à dire de Gauguin, c'est pour nous de mettre au jour sa part d'ombre".

Face à cette avalanche d'opinions invitant à une relecture de l'œuvre selon la morale de son auteur, l'ancien directeur du Tate Modern, Vicente Todolí, qui se trouvait à la tête du musée lors d'une exposition majeure sur l'artiste en 2010, est bien seul pour défendre la thèse inverse : "*L'œuvre est l'œuvre, rappelle-t-il. Une fois l'œuvre créée, elle n'appartient plus à l'artiste, mais au monde*".

TOUT COMPRENDRE - Pépé le Putois "annulé": c'est quoi la "cancel culture"?

Par Jérôme LACHASSE, Publié le 20/11/2019 à 17:59

« Pépé le
Warner



Putois » -

Retour sur les origines de cette culture de l'annulation, ou du boycott, qui consiste à ternir l'image d'une personnalité ou d'une entreprise jugée problématique, et qui est omniprésente dans les débats actuels. C'est le sujet du moment. David Fincher veut l'aborder dans une série, tandis qu'Eminem y consacre son dernier clip. La France serait menacée par la "cancel culture", cette culture de l'annulation venue des États-Unis, qui contraint personnalités ou entreprises jugés problématiques à s'excuser avant de disparaître dans l'oubli, effacés des mémoires. Une forme de moralisation de l'Histoire, où seules les personnalités et les entreprises vertueuses auraient droit de cité. La réalité est bien évidemment plus complexe que cela.

C'est quoi?

La "cancel culture", ou la culture de l'annulation, ou du boycott, consiste à ternir l'image ou perturber les activités d'une personnalité ou d'une entreprise pour les contraindre à retirer des déclarations, des images ou des produits jugés offensifs ou discriminants, à s'excuser, voire à se retirer de la vie publique.

Les réalisateurs Roman Polanski ou Woody Allen, l'un accusé de viol, l'autre d'agression sexuelle, ont ainsi été "annulés", tout comme J.K. Rowling, après des déclarations transphobes. Des œuvres comme *Autant en emporte le vent*, considéré par de nombreux universitaires comme l'instrument le plus ambitieux et efficace du révisionnisme sudiste, ainsi que des personnages de fiction comme *Pépé le Putois*, qui serait un emblème de la culture du viol, peuvent être visés par ses campagnes d'annulation.

L'essayiste et historienne Laure Murat, signant une tribune dans *Le Monde*, y voit une "guerre culturelle" qui "désigne avant tout un mode d'expression composé de discours – de la critique à l'insulte – et d'actions – du sit-in au déboulonnage de statues. Elle recouvre une multitude de pratiques, du boycott – droit politique – au cyberharcèlement – délit moderne." Pour le grand historien Pierre Nora, interviewé par *Charlie Hebdo*, il s'agit d'une "néantisation de la culture", et le signe d'une américanisation de la France, désormais envahie par un politiquement correct et un puritanisme typiquement américain.

Autre particularité: toute personne ou organisation "annulée" perd toute crédibilité et ses excuses sont balayées. Et Twitter, du fait de son économie de mots, rend la sentence d'autant plus irrévocable.

Si les réseaux sociaux ont apporté une caisse de résonance mondiale à ces phénomènes d'annulation, ceux-ci sont bien entendus vieux comme le monde. La NAACP, célèbre organisation américaine de défense des droits civiques, se mobilise depuis les années 1930 pour dénoncer les représentations racistes dans les médias américains, et faire "annuler" des œuvres jugées problématiques.

Plusieurs de ces campagnes d'annulation ont porté leurs fruits. Certains films des années 1940 avec Bugs Bunny ont en effet cessé d'être diffusés en raison des caricatures racistes qu'ils véhiculent. *Which Is Witch* (1949), où Bugs Bunny croise le chasseur africain Inky a disparu des écrans à la fin des années 1940 lorsqu'il fut décidé, chez Warner Bros., de cesser de diffuser des dessins animés comportant des stéréotypes racistes. La comédie musicale *Mélodie du Sud* (1946), accusé de faire la propagande du vieux Sud esclavagiste, est également introuvable depuis les années 1980.

Plusieurs auteurs jeunesse nés avant-guerre ont été vivement critiqués ces dernières années pour leur manière d'aborder les minorités, notamment le Belge Hergé et son *Tintin au Congo*, ou plus récemment l'Américain Dr. Seuss. L'univers de ce populaire auteur pour enfants a été souvent accusé de promouvoir le suprémacisme blanc. Un de ses plus célèbres personnages, le Chat Chapeauté, a également été accusé d'être un vecteur de stéréotype raciste, et d'avoir été inspiré par la "blackface", représentation caricaturale de personnes noires par des acteurs blancs grimés.

Ça vient d'où?

La "cancel culture" telle qu'on la connaît aujourd'hui, est née sur les campus américains et sur les réseaux sociaux (et principalement Twitter) aux États-Unis entre 2015 et 2017, dans la sillon des mouvements Black Lives Matter et #MeToo.

Comme le précise Laure Murat, la "cancel culture" "est l'outil le plus récent d'une contestation politique de plus en plus intense, issue des minorités et de la gauche radicale américaine, s'inscrivant dans le combat des droits civiques et du féminisme, excédées par l'impunité du pouvoir et la passivité des institutions face au racisme, à l'injustice sociale, au sexisme, à l'homophobie, à la transphobie, entre autres."

En d'autres termes, la "cancel culture" est un acte révolutionnaire, et souvent le "dernier recours d'une population exaspérée, marginalisée et sans autre voix ni pouvoir que l'Internet".

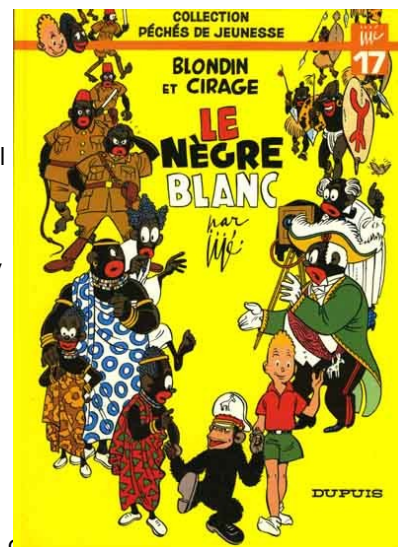
Est-ce de la censure ?

Non, d'autant que la "cancel culture" existe en réalité depuis des décennies, et qu'elle s'opère naturellement au fil des siècles, pour des œuvres d'importance réduite. Nul doute, par exemple, qu'une BD comme *Blondin et Cirage*, qui raconte les aventures de deux enfants, l'un à la peau claire, l'autre à la peau noire, aurait été ciblée par la "cancel culture" en raison des stéréotypes qu'elle véhicule si ses tomes étaient encore disponibles en librairie. Publiés entre 1947 et 1963, et plus réédités depuis vingt ans, cette série a été ainsi complètement oubliée, ou plutôt "annulée" de manière naturelle, et ce malgré la renommée de son créateur, Jijé.

La "cancel culture" est une accélération, souvent violente, de ce processus. La récente mise à l'index de six albums du Dr. Seuss a fait autant couler d'encre en raison de la stature de son auteur, un monument de la littérature jeunesse aux États-Unis à qui l'on doit les personnages du Grinch et du Lorax. Si le Dr. Seuss avait été moins connu, ces titres auraient disparu des rayonnages des librairies depuis des années - et leur retrait aurait suscité moins d'émois de la part des Républicains, qui en ont fait l'étendard d'une liberté d'expression bafouée. Le même argument est valable pour Pépé le Putois, dans une aventure des Looney Tunes - et n'a pas eu de série à son nom depuis les années 1960. La "cancel culture" n'a fait qu'accélérer l'inexorable disparition du personnage imaginé par Chuck Jones.

Pour l'éditeur Penguin Random House, le retrait des ouvrages de Dr Seuss est avant tout une question de respect: "Retirer ces ouvrages de la vente n'est qu'un des aspects de notre engagement et de notre plan pour s'assurer que le catalogue de Dr. Seuss Enterprises représente et soutienne toutes les communautés et les familles." Les titres en question - *And to Think That I Saw It on Mulberry Street* (1937), *If I Ran the Zoo* (1950), *McElligot's Pool* (1947), *On Beyond Zebra!* (1955), *Scrambled Eggs Super!* (1953) et *The Cat's Quizzer* (1976) - sont d'ailleurs considérés comme très secondaires dans son œuvre et n'ont jamais été publiés en France.

Beaucoup de commentateurs, en revanche, pointent certaines dérives de la "cancel culture", qui ne tolère "ni prescription, ni seconde chance", précise Laure Murat: "Les êtres seraient des blocs, sommés de justifier tout acte et toute parole. Ce délire de pureté, de transparence et d'une cohérence forcenée fait craindre, en France, et au prix d'un anachronisme classique, l'avènement d'une nouvelle Terreur et d'un conformisme moral proprement frénétique."



Aux États-Unis, les dérives de la "cancel culture" ont été observées ces derniers mois lors de la sortie de *Mignonnes* de Maïmouna Doucouré sur Netflix. La polémique a commencé mi-août, lorsque la plateforme de streaming a entamé la promotion du film. L'affiche de Netflix montrait les protagonistes du film, des pré-adolescentes, en tenues moulantes et dans des poses suggestives. Ce visuel allait à l'encontre du message du film, qui dénonce justement l'hypersexualisation des enfants, mais a suscité le courroux du clan républicain, qui ont accusé la réalisatrice Maïmouna Doucouré de faire de l'éloge de la pédopornographie.

Dans beaucoup de cas, les conservateurs s'emparent de la "cancel culture" pour servir leur agenda politique, et déplorer une soi-disant décadence de la société moderne. Contrairement à ce qu'ils pourraient croire, il n'y a aucune épuration culturelle. Certaines œuvres dont l'histoire pourrait être considérée comme problématique - comme *Lolita* ou *Les Valseuses* - sont encore disponibles et célébrées. Suscitant déjà le débat lors de la sortie, ces œuvres de référence ont traversé le temps en étant accompagné par des spécialistes, qui en ont révélé toutes les subtilités.

La « cancel culture » s'attaque cette fois à Blanche-Neige

Alors que les parcs Disney rouvrent leurs portes aux États-Unis, un article crée la polémique autour de la scène du baiser, jugé « non consenti ».

Par Alice PAIRO-VASSEUR, Publié le 04/05/2021 à 17h31



Blanche Neige et les 7 nains - Disney

Et la princesse ne se réveille jamais de son sommeil éternel... Dernière cible des défenseurs de la « cancel culture », *Blanche-Neige et les sept nains*, adaptée du conte original des frères Grimm par Walt Disney (1937), fait, au nom d'un progressisme échevelé, l'objet d'une critique au vitriol dans la presse américaine.

Deux critiques du *SF Gate*, édition en ligne du *San Francisco Chronicle*, l'un des quotidiens les plus importants de Californie, pointent, dans un article paru le 1^{er} mai, ce qui relève pour elles d'« un problème majeur ». Et ce n'est pas le dessein morbide de la reine – quatre tentatives d'assassinat à l'endroit de la princesse – qui les interpelle. Mais la scène finale du conte, celle du baiser salvateur.

À l'origine du sacrilège : une visite au parc Disneyland d'Anaheim, en Californie, rouvert vendredi 30 avril, après 400 jours de fermeture en raison de la crise sanitaire. Et un tour malheureux des chroniqueuses dans l'attraction adaptée du dessin animé, à laquelle a tout juste été ajoutée la scène du « grand final », nommée « True love's kiss » (« Baiser d'amour »).

« Idées rétrogrades »

Le tableau est aussi culte que candide : croyant la princesse morte, le prince, qui pense lui donner un baiser d'adieu, rompt le sort qui la maintenait endormie. Mais il fait bondir les chroniqueuses, qui en appellent au « consentement » de cette dernière. « Un baiser qu'il lui donne sans son consentement, alors qu'elle est endormie, ne peut pas être du véritable amour si une seule personne sait ce qu'il se passe », font-elles valoir.

« Ne sommes-nous pas d'accord [pour dire que] le consentement, dans les premiers films de Disney, est un problème majeur ? Et qu'il faut apprendre aux enfants qu'embrasser, quand il n'a pas été établi que les deux parties ont la volonté de s'engager, ne se fait pas ? interrogent ensuite les deux critiques. Il est difficile de comprendre pourquoi Disneyland, en 2021, fait le choix d'ajouter une scène aux idées si rétrogrades sur ce qu'un homme est autorisé à faire à une femme. »

« Conte de fées »

Et d'inviter, au nom du politiquement correct, à réviser la fin de ce classique des classiques : « Pourquoi ne pas imaginer une autre fin ? » Une suggestion qui, outre-Atlantique, convainc certains lecteurs. Et en révolte d'autres. « Blanche-Neige serait annulée [supprimée, NDLR] pour ce stupide baiser ? s'insurge une jeune femme sur Twitter. Cet activisme est pathétique » ; « La pire chose qu'il soit arrivé à ce pays, ils ont perdu la tête », peine à croire une autre.

« Reste que cette scène finale [elle clôture l'attraction, NDLR], aux lumières scintillantes et aux effets spéciaux spectaculaires, est merveilleusement réalisée, reconnaissent les deux critiques en chute de leur article. Sous réserve que vous la regardiez comme un conte de fées, et non comme une leçon de vie », tiennent-elles à clarifier. Mais n'est-ce pas, précisément, tout ce qu'est supposée incarner Blanche-Neige ?

Qu'est-ce que la pensée « woke » ? Quatre questions pour comprendre le terme et les débats qui l'entourent

Le terme, issu des problématiques de justice sociale et raciale aux États-Unis, est devenu une expression fourre-tout, utilisée pour dénigrer des idées progressistes.

Par Assma MAAS, Publié le 23/09/2021 à 02h25



Manifestation contre le racisme et les violences policières, place de la Concorde, à Paris le 6 juin 2020

La secrétaire D'État à la jeunesse, Sarah El Haïry, a critiqué, lundi 20 septembre, la pensée « woke » de la candidate à la primaire écologiste Sandrine Rousseau (Europe Écologie-Les Verts), qui vise à « chercher la différence, la blessure pour aller opposer les gens », et qui est « l'opposé de l'histoire de France ».

Début septembre, la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, candidate à l'élection présidentielle de 2022, déclarait qu'elle « ne [ferait] pas campagne sur le wokisme ».

Apparu aux États-Unis dans les sphères militantes noires pour dénoncer le racisme et les violences policières, le terme *woke* connaît depuis plusieurs années une ascension fulgurante dans les débats publics en France. Dévoiyé de son sens originel, le mot est raillé aujourd'hui comme étant un instrument de « censure » du militantisme antiraciste et intersectionnel.

• D'où vient le terme « woke » ?

Passé simple du verbe anglais *to wake*, qui signifie en français « se réveiller », le mot « woke » a pris un sens véritablement idéologique dans la langue vernaculaire afro-américaine pour désigner le fait d'être conscient des injustices subies par les minorités ethniques, sexuelles, religieuses, ou de toutes formes de discrimination, et mobilisé à leur sujet.

Avant d'arriver en France, le terme s'est répandu outre-Atlantique dans le contexte historique de la lutte pour les droits des Noirs. « Cette expression argotique a cheminé dans le monde africain-américain à partir des années 1960 », expliquait au *Monde* en février l'historien Pap Ndiaye. Ce spécialiste de l'histoire sociale des États-Unis rappelait que la grande figure du mouvement des droits civiques américains, Martin Luther King, avait exhorté les jeunes Américains à « rester éveillés » et à « être une génération engagée », lors d'un discours à l'université Oberlin, dans l'Ohio, en juin 1965.

Cette conscience militante chez les Afro-Américains serait même déjà apparue au début des années 1900. En 1923, le philosophe et activiste jamaïcain Marcus Garvey, précurseur du panafricanisme, exhortait : « Réveillez-vous l'Éthiopie ! Réveillez-vous Afrique ! »

Un article du site américain *Vox* a repéré l'usage en 1938 de l'expression « *stay woke* » dans une chanson protestataire du musicien de blues Lead Belly sur l'histoire d'un groupe d'adolescents noirs accusés du viol de deux femmes blanches à Scottsboro (Arkansas).

Le terme s'inscrirait même dans une histoire du militantisme encore plus ancienne, à en croire certains spécialistes, qui rapportent l'utilisation de l'expression « *wide awake* » par les antiesclavagistes du XIX^e siècle qui s'affirmaient déjà « bien éveillés » sous la présidence d'Abraham Lincoln.

• Comment le mot est-il entré dans l'usage moderne ?

L'expression fait son retour en 2008, par la chanteuse américaine Erykah Badu qui chante « *I stay woke* » (« je reste éveillée ») dans son titre *Master Teacher*, puis en 2012 lorsqu'elle tweete son soutien au groupe de rock féministe russe Pussy Riots, dont des membres ont été condamnés à la prison pour « *incitation à la haine religieuse* ».

Mais c'est à la faveur du mouvement Black Lives Matter que le terme prend une tout autre envergure. Les émeutes de Ferguson (Missouri) en 2014, après le meurtre de Michael Brown, jeune noir de 18 ans tué par la police, ont provoqué une grande vague de protestation contre les violences policières. Le mouvement fait émerger une nouvelle génération de militants antiracistes, plus présents sur les réseaux sociaux, qui dénoncent le racisme systémique et appellent les citoyens à être « *éveillés* » contre l'oppression subie par la population noire aux États-Unis. Un documentaire sorti en 2016, *Stay Woke : The Black Lives Matter Movement*, ancre durablement le terme dans ce mouvement.

Le mot woke s'est par la suite répandu à travers le monde, et au sein d'autres sphères militantes pour dénoncer toutes formes d'injustices subies par les minorités, qu'elles soient sexuelles, ethniques ou religieuses.

On l'a vu notamment apparaître sur de nombreuses pancartes lors de la « marche des femmes » en janvier 2017, un rassemblement politique organisé aux États-Unis après l'élection de Donald Trump. Il s'agissait alors de dénoncer le sexisme et la misogynie du nouveau président américain.

• Que défendent les personnes qui se disent « woke » ?

Au début des années 2010, ce concept a permis aux minorités de s'unir autour d'une perception et d'une expérience partagées des discriminations. Une personne se définissant comme « éveillée » est consciente des inégalités sociales, par opposition aux personnes « endormies » face à l'oppression qui pèse sur les femmes, les personnes lesbiennes, gay, bi et trans, les populations d'origines étrangères, etc.

Indépendamment de la façon dont les attitudes individuelles ont pu changer, les personnes « woke » estiment que les sociétés à travers le monde demeurent inéquitables et parfois destructrices pour certaines minorités. Elles reconnaissent que l'on peut être traité différemment selon son milieu social, sa couleur de peau, sa religion, son handicap, son sexe ou son genre. Ainsi, s'attaquer aux inégalités structurelles rendra le monde plus sûr et meilleur, selon elles.

Si le terme est historiquement lié à la lutte contre le racisme envers les Afro-Américains, les individus qui se revendiquent aujourd'hui « woke » embrassent plusieurs grandes causes :

- la lutte antiraciste et contre les violences policières (le mouvement Black Lives Matter encore très actif)
- le réchauffement climatique (les fortes mobilisations lors des marches pour le climat)
- les combats pour l'égalité femmes-hommes (#metoo).

« Il est question de changement de mode de vie, de manière d'habiter, de se déplacer, de cohabiter sur la Terre avec ses habitants non humains. Les assignations de genre et les identités sexuelles sont profondément remises en question », résumait Pap Ndiaye.

• Que disent leurs détracteurs ?

Les détracteurs du « woke » en France, que l'on retrouve à droite – la députée (Les Républicains) des Bouches-du-Rhône Valérie Boyer dénonçait en septembre un « *totalitarisme woke* » –, à l'extrême droite (le président de Debout la France, le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan évoquait en juin « *les dérives de l'idéologie "woke"* »), mais aussi à gauche – parmi les partisans de la « laïcité offensive » –, s'inquiètent de la montée d'une intolérance à l'égard d'opinions opposées, et d'un muselage de la liberté d'expression.

Dénonçant les statues d'esclavagistes déboulonnées, les conférences universitaires annulées, les responsables démis de leurs fonctions... ils s'inquiètent des dérives, telle que la « cancel culture » (la culture de l'annulation), qui viserait à ostraciser de l'espace public toute personnalité dont un propos, ou une action, est considéré comme « offensant » à l'égard des minorités.

Autre crainte souvent relayée : l'importation d'un débat sur la race *made in USA* au sein d'une société française portée par l'universalisme républicain. Les opposants à ce terme estiment que certaines idées populaires au sein de la gauche radicale américaine, telles que l'organisation de réunions non mixtes, l'intersectionnalité, les débats sur les questions de genre, viendraient saper l'idéal républicain français et menacer la cohésion du pays.

Ces idées « wokistes » inquiètent jusqu'au sommet de l'État. Alors que le président de la République, Emmanuel Macron, a dénoncé des théories en sciences sociales importées des États-Unis, le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, considère « *que ces mouvements sont une profonde vague déstabilisatrice pour la civilisation. Ils remettent en cause l'humanisme, issu lui-même de longs siècles de maturation de notre société* ».

Il a d'ailleurs annoncé, en août, le lancement d'un « laboratoire républicain » contre la « *"cancel culture" et l'idéologie woke* ». Et ce alors même que des sociologues ont qualifié cette menace d'exagérée.

Selon un sondage récent de l'IFOP, la « pensée woke » demeurerait peu connue chez les Français : seuls 14 % des répondants avaient déjà entendu ce terme et 6 % savaient de quoi il s'agissait.

La "cancel culture" a assez duré

Par Tribune collective, Publié le 24/08/2020 à 11h34



Une vingtaine de personnalités de gauche dénoncent la "cancel culture", méthode importée des États-Unis qui consiste à essayer de détruire l'existence d'une personnalité qui aurait tenu des propos offensants du point de vue de certains. Ils plaident au contraire pour un débat fondé sur l'échange d'arguments.

Revendiquer de défendre les droits bafoués d'une partie de la population, revendiquer de défendre des victimes, ne rend absolument pas acceptable de piétiner la liberté d'expression, la liberté d'opinion, la liberté de réunion, la liberté de conscience, ou encore la liberté d'association. Une cause juste ne doit pas être défendue par des moyens injustes.

Nous qui signons ce texte, avons en commun d'être de gauche, d'être intransigeants sur la défense des droits humains, et d'être frontalement opposés au communautarisme sous toutes ses formes. Nous sommes par ailleurs en désaccord les uns avec les autres sur mille sujets. Nous sommes cependant heureux et fiers de vivre dans un pays où, contrairement aux États-Unis, le débat d'idées reste fondé sur l'échange d'arguments, et non pas sur des tirs croisés d'appels à "effacer" (to cancel) celui qui exprime une opinion différente.

C'est pourquoi, voyant poindre à cet égard les signes d'une "américanisation" délétère de la France, nous affirmons avec calme et fermeté que la cancel culture n'a pas sa place au pays des Lumières, et plus largement que la cancel culture a assez duré.

La cancel culture consiste à essayer de détruire l'existence d'une personnalité dans le débat d'idées, dans la vie professionnelle, dans la vie sociale, et le cas échéant dans la vie académique ou artistique, au motif que ce qu'elle a dit ou fait est offensant du point de vue des "cancellistes". Cela s'étend aussi aux idées et aux objets. Telle présentation des faits, par exemple dans un manuel d'histoire, décrétée offensante, c'est-à-dire mise à l'index, ne doit pas être débattue : elle doit être effacée. L'existence de telle statue, de telle plaque de rue, décrétée offensante, ne doit pas être débattue : elles doivent être déboulonnées. De fait, les cancellistes ne débattent pas : ils excommunient.

La méthode privilégiée des cancellistes est le cyberharcèlement, généralement à l'appel de quelques chefs de file, dont la contribution au débat d'idées se résume essentiellement à désigner des cibles à la vindicte. Version moderne de la pratique médiévale de la mise au pilori, le feu roulant peut conduire la cible à se retirer de la vie publique. Ce feu roulant réussit souvent à pousser les personnes qui la soutiendraient, non pas sur le fond mais par exemple au nom de la liberté d'opinion, à se taire par peur de subir ce cyberharcèlement elles aussi. Toujours sans argumenter, ce feu roulant peut exiger et obtenir que l'offensant déclare publiquement se repentir, ce qui est une version contemporaine des cérémonies publiques religieuses d'expiation.

LES EFFETS PERVERS DE LA CANCEL CULTURE

Si vous avez eu des relations professionnelles ou amicales avec un offensant, cela peut suffire à ce que vous soyez excommunié vous aussi. Si vous avez soutenu un offensant non pas sur le fond, mais au nom d'un principe comme la liberté d'expression, cela peut être assimilé à un soutien sur le fond et vous valoir l'excommunication. Si vous avez déclaré être d'accord avec un offensant sur tel ou tel sujet, cela peut être assimilé à un soutien global à son parcours et ses idées, et donc vous valoir l'excommunication. Si vous vous opposez à la cancel culture en tant que telle, cela peut être assimilé à un refus d'écouter la souffrance des victimes dont les cancellistes sont les défenseurs autoproclamés, et donc vous valoir l'excommunication.

Dans la vie professionnelle (notamment au sein de plusieurs grands médias et universités), les cancellistes pratiquent à la fois le sectarisme lors des réunions de travail, la "pression des pairs" pour isoler tel collègue qui s'oppose à la cancel culture, la transformation de certains départements de la structure en enclaves sectaires, et la menace latente de conflit ouvert si jamais la hiérarchie s'avise de ne pas leur donner complète satisfaction. Ils pratiquent également la mise à l'index des intellectuels, des artistes, des enseignants, dont l'expression n'est pas conforme à leurs dogmes. Les organisateurs de débats et de conférences, auxquels telle cible est censée participer, subissent du cyberharcèlement, sur les réseaux sociaux et par mass-mailing, pour les annuler ; s'ils ne cèdent pas, cela peut aller jusqu'à l'intervention physique de saboteurs, le jour venu, pour empêcher la tenue de l'événement parce qu'il est offensant.

Des droits humains ne peuvent pas être défendus en détruisant d'autres droits humains. Et s'il est incontestable que la promesse républicaine de liberté, d'égalité et de fraternité est encore très loin d'être accomplie pour toute la population, cela ne justifie pas de chercher à remplacer le républicanisme français par le communautarisme américain, dont le bilan est pire à tous points de vue. C'est par le débat d'idées ouvert, pluraliste, dans le respect mutuel des personnes, qu'une démocratie résout ses désaccords et ses contradictions internes. Le refus du débat contradictoire, le refus du droit d'un point de vue différent (même abject) à exister, sont d'essence dictatoriale. Vivre en démocratie, c'est n'« effacer » que ce que la société a interdit par la loi après avoir eu un débat ouvert pour ou contre cette interdiction. Vivre en démocratie, c'est à la fois accepter de pouvoir être offensé par une opinion, et avoir le droit indiscutable de répondre à l'offense dans un débat ouvert mutuellement respectueux des intervenants.

C'est pourquoi la cancel culture n'a pas sa place au pays des Lumières et de la Déclaration des droits. C'est pourquoi les cancellistes sont des imposteurs du combat pour l'égalité des droits. Et c'est pourquoi la cancel culture a assez duré.

Signataires :

- Mehdi Thomas Allal, maître de conférences à Sciences Po et responsable du pôle "vivre ensemble" du think tank Le Jour d'Après (JDA)
- Isabelle Alonso, militante féministe
- Pauline Arrighi, essayiste
- Renaud Beauchard, essayiste
- Harold Bernat, philosophe
- Marie-Jo Bonnet, historienne, écrivaine, féministe
- Manuel Boucher, sociologue
- Belinda Cannone, romancière et essayiste
- David Cayla, économiste
- Guillaume Champeau, juriste
- Dany-Robert Dufour, philosophe
- Fabrice Epelboin, entrepreneur et enseignant
- Julie Go, militante lesbienne et féministe
- Thomas Guérolé, politologue et essayiste
- Nicolas Lebourg, historien spécialiste de l'extrême droite
- Fanny Lederlin, essayiste et doctorante en philosophie
- Marion Messina, écrivain
- Elodie Mielczareck, sémiologue
- Jean-Michel Ribes, dramaturge
- Emmanuel Roux, philosophe et essayiste
- Stéphanie Roza, chargée de recherches au CNRS (philosophie)
- Ana-Luana Stoicea-Deram, militante féministe et formatrice en politiques sociales

Derniers exemples en date, Adolph Reed, professeur émérite de l'université de Pennsylvanie, marxiste, soutien de Bernie Sanders et noir, qui devait intervenir auprès de la section new-yorkaise du Democratic Socialists of America pour expliquer que la gauche américaine était selon lui trop focalisée sur les débats autour de la « race » et abandonnait les questions d'inégalités sociales. Colères de certains membres du parti : « *Comment pourrions-nous donner la parole à un homme qui minimise le racisme à une époque de pandémie et de protestation ?* » Après des menaces de piratage de son intervention sur Zoom, les organisateurs ont préféré l'annuler. Quant à David Shor, consultant politique, il a, lui, tout bonnement été licencié début juin par son employeur, Civis Analytics, société de conseil politique proche des démocrates. Son tort ? Avoir retweeté – il n'en est donc même pas l'auteur – l'étude d'un chercheur qui démontrait que les manifestations raciales entraînent paradoxalement une augmentation du vote républicain. Ses clauses de licenciement lui interdisant de s'exprimer, on n'en saura donc pas davantage.

La « cancel culture » veut faire taire les opinions divergentes. C'est à ce titre que le directeur des pages « Opinion » du *New York Times*, James Bennet, a été licencié après la parution d'une tribune d'un sénateur républicain – certes critiquable – appelant à l'envoi de l'armée contre les manifestations. Quelques semaines après, c'est la journaliste Bari Weiss, chargée justement de donner la parole dans son journal à des opinions venues du centre ou de la droite, qui a démissionné, estimant ne plus pouvoir faire son travail. Dans sa lettre, elle souligne que, désormais, c'est Twitter et ses indignations « woke » (« conscientisées », « éveillées ») qui déterminent la ligne éditoriale du journal.

Quant aux artistes « canceled » (« effacés »), c'est toute leur production passée et future qui est en jeu. Car la « cancel culture » va de pair avec une vision essentialiste dans laquelle une personne fait corps avec ses propos. Il en va ainsi de la créatrice de la série *Harry Potter*, J. K. Rowling, devenue persona non grata depuis qu'elle a tenu des propos jugés insultants sur les transgenres. Rappelons qu'elle déplorait l'effacement du mot « femme » au profit de « personnes qui ont leurs règles », comme le demandent certains activistes transgenres qui considèrent que les hommes transgenres et les « non-binaires » peuvent aussi avoir leurs règles. Conséquence : plusieurs salariés de sa maison d'édition ont refusé de travailler pour son prochain roman. Et certains de ses fans se demandent s'il faut encore lire *Harry Potter*. De là à ce que l'école des sorciers soit perçue comme le repaire de la transphobie, il n'y a qu'un pas.

Si la « cancel culture » fait rage avant tout aux États-Unis, cela pourrait s'expliquer, paradoxalement, par la liberté d'expression absolue inscrite dans la Constitution américaine. C'est l'analyse de la chercheuse Nathalie Heinich : comme rien ne vient limiter cette liberté d'expression par la loi, c'est le peuple qui se mobilise. « *En Amérique du Nord, la liberté d'expression ne peut être bridée que par la mobilisation publique* », explique-t-elle dans une tribune publiée dans *Le Monde*. Mais son importation en France est d'autant plus « absurde » et « ne témoigne que de l'ignorance ou du déni de notre culture juridique », précise-t-elle.

Ces ostracisations trouvent pourtant des défenseurs, y compris dans notre pays. « *La « cancel culture », c'est aussi et peut-être d'abord ceci : un immense ras-le-bol d'une justice à deux vitesses, une immense fatigue de voir le racisme et le sexisme honorés quand les Noirs se font tuer par la police, et les statistiques de viols et de féminicides qui ne cessent d'augmenter* », défend ainsi la chercheuse Laure Murat dans une autre tribune publiée dans *Le Monde*. La « cancel culture » repose sur cette logique : longtemps, la vie des personnes victimes de racisme ou de sexisme a été détruite sans que la société ne s'en émeuve, et parfois sans que la justice ne s'en empare. La « cancel culture » veut renverser la vapeur : maintenant, ce sont les agresseurs qui sont « effacés ». Mais cette justice parallèle devient vite arbitraire : quand et comment se termine l'ostracisation ? Nul ne le sait. Après combien de Pater et d'Ave ou d'autoflagellations ?

Surtout, est-ce que ça règle la question ? « *Ce n'est pas parce qu'on a annulé un être humain que l'on a changé les rapports sociaux. Ceux qui utilisent ce procédé évoquent toujours le racisme ou le sexisme « systémique », pourtant, ils ne prennent absolument pas en compte l'aspect structurel de ces problématiques* », estime l'historien Nicolas Lebourg, cosignataire aux côtés de Jean-Michel Ribes et de Belinda Cannone d'une tribune parue récemment dans *Marianne* et qui alerte contre la « cancel culture ».

Certains, toutefois, voudraient voir la « cancel culture » plus puissante qu'elle ne l'est : c'est peut-être plus complexe. Par exemple, la mobilisation de féministes pour empêcher que le dernier film de Polanski ne soit projeté, ou pour barrer l'entrée des salles aux spectateurs, c'est de la « cancel culture ». Mais a-t-elle eu un impact ? Polanski – accusé de viol, et pas seulement accusé de propos « offensants » d'ailleurs – est loin d'être en danger d'« effacement », comme ses 12 nominations aux derniers Césars l'ont montré. Ce sont des personnalités moins connues, et paradoxalement elles-mêmes militantes féministes, qui se retrouvent victimes de « cancel culture ». C'est le cas par exemple de Marguerite Stern, à l'origine des collages contre les féminicides. Accusée de transphobie, elle se dit « effacée de son propre mouvement » par d'autres militants. Menacée de mort, elle confie aujourd'hui ne plus aller en manif féministe, « par peur qu'on [lui] casse la gueule ».

La « cancel culture » peut-elle mener à des démissions en France, comme on l'a vu aux États-Unis ? Ça a été le cas avec cette affaire, ô combien explosive, de la Ligue du LOL. S'il était important de dénoncer ce phénomène de harcèlement en groupe sur les réseaux sociaux, de dénoncer des propos qui étaient clairement sexistes et misogynes, les conséquences pour leurs auteurs supposés ont pu être pires encore. Du jour au lendemain, une quinzaine d'entre eux ont été licenciés dans une ambiance médiatique surréaliste. Aujourd'hui, plusieurs anciens membres de la Ligue du LOL sont toujours « bannis » : toujours au chômage, deux ans après, ou contraints de changer de travail.

Ces ostracisations, précisons-le, ne sont pas l'apanage de la gauche, loin de là. Régulièrement, des campagnes d'extrême droite s'en prennent à des féministes ou à des personnalités qu'elles voudraient aussi « effacer ». Ainsi, la jeune Mennel, participante voilée de l'émission *The Voice*, sur *TF1*, devait-elle être effacée du programme pour des propos, certes condamnables, tenus quelques années avant ?

*C'est avant tout dans les facts que la « cancel culture » se développe : souvenons-nous de l'annulation de la venue de la philosophe Sylviane Agacinski à l'université de Bordeaux, sous la pression de plusieurs associations étudiantes, ou encore l'annulation de la pièce de théâtre *Les Suppliantes*, d'Eschyle, à la Sorbonne, accusée de « blackface ». Rappelons aussi que la pièce tirée du livre de Charb *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes* a également été l'objet de plusieurs demandes d'annulation de la part de syndicats d'étudiants de gauche.*

Une chose est sûre, se moquer des religions, aujourd'hui, fait clairement partie des sujets qui suscitent une « cancelisation » systématique, la croyance religieuse étant devenue une identité intouchable. Le journal *Charlie* lui-même est à ce titre « canceled » auprès d'un certain nombre de personnes engagées à gauche. Il n'est pas rare qu'elles refusent de répondre à des interviews. Sans doute trouvent-elles que les caricatures ne sont pas suffisamment « woke ». Sur les réseaux sociaux, une blague sur le voile peut valoir « cancelisation ». C'est ce qui est arrivé à Dora Moutot, jeune instagrammeuse féministe qui s'est retrouvée cyberharcelée pour avoir osé faire cette blague : « *Je me demandais : vu que plein de femmes vont encore porter le masque longtemps, est-ce que les mecs de l'État islamique sont hyper contents ? Elles sont « voilées » de force ces salopes !?* » avait-elle écrit. Depuis, plusieurs jeunes féministes lui ont avoué en privé ne plus la suivre ni la liker, de peur de perdre leurs propres followers.

Mais l'exemple le plus frappant à ce sujet est certainement celui de la lycéenne Mila. « Le Coran est une religion de haine, l'islam, c'est de la merde », avait-elle dit dans une story Instagram. Ça lui a valu plus de 30 000 messages de menaces de mort. Elle a dû être déscolarisée pendant quatre mois, car elle a été menacée dans son propre lycée. Elle a dû littéralement effacer son ancienne vie : changer d'établissement, disparaître des réseaux sociaux, changer de domicile, pour être en sécurité. Plus besoin de menaces djihadistes, quand la menace d'ostracisation est à l'œuvre.

Cette tribune signée par 150 intellectuels relance le débat sur la cancel culture

Par Maris CAMIER THERON, Publié le 09/07/2020

Des militants, militantes, auteurs et autrices mondialement connus ont signé une tribune contre la cancel culture, appelant de leurs vœux une préservation de la liberté d'expression.

Comment préserver le débat démocratique dans un contexte social tendu et alors que la justice institutionnelle ne tient pas ses promesses ?

Voilà une des nombreuses interrogations auxquelles sont actuellement confrontés les milieux qui souhaitent faire progresser les idées vers plus d'égalité et de respect des humains.

Depuis plusieurs mois, des débats font rage autour de la pratique du *call-out* et de la *cancel culture*. Ils débordent désormais dans la sphère publique en posant des questions fondamentales sur le droit à la justice.

Mais avant toute chose, resituons le contexte.

Call-out et cancel culture, deux pratiques différentes mais liées

C'est quoi le call-out ?

Le *call-out* consiste à dénoncer publiquement des comportements ou discours d'une personne considérée comme « problématique » ou « dangereuse ».

Cette pratique s'est démocratisée ces dernières années en résonance avec le mouvement #metoo et **a pour objectif de libérer la parole de victimes dont la voix porte moins que les personnes qu'elles accusent.**

Les personnes *called-out* font souvent figure d'autorité dans des milieux intellectuels : ce sont des comédiens, des enseignantes, des journalistes, des politiciennes ou des militants d'une cause progressiste.

Les personnes *called-out* sont souvent considérées comme influentes et en position de pouvoir, d'où une volonté de les empêcher de nuire à l'avenir.

Le call-out a des objectifs louables : il a pour but d'éviter que d'autres personnes soient victimes de méfaits, il appelle à faire preuve de distance et d'esprit critique vis-à-vis de personnalités influentes et il porte la parole de personnes qui n'ont en général pas accès à un porte-voix pour se faire entendre.

En juin, des personnalités haut-placées de l'entreprise de jeux vidéo Ubisoft ont fait l'objet de *call-outs* sur Twitter, ce qui a déclenché un travail d'enquête journalistique (glaçant) chez *Libération* ou encore *Numerama*.

Dans une enquête en deux parties, Numerama met au jour des agissements intolérables au sein d'Ubisoft, que dénoncent une trentaine d'employés et anciens salariés.

Harcèlement sexuel, tentatives d'agression sexuelle, protection d'hommes haut placés : nos témoins parlent d'une ambiance non seulement toxique pour les femmes, mais aussi largement tolérée par un pôle RH souvent impuissant, parfois volontairement silencieux.

C'est quoi la cancel culture ?

Cancel une personne, c'est **appeler à son boycott tout en la condamnant publiquement**. On invite alors à ne plus la suivre, à ne plus l'inviter, à ne plus regarder, lire, écouter ou acheter ce qu'elle produit.

Récemment, l'autrice de la saga *Harry Potter*, J.K. Rowling, a été *cancelée* en raison de propos transphobes tenus publiquement sur Twitter : parce qu'elle a nié l'identité des personnes trans, des dizaines de milliers d'internautes ont appelé à ne plus la suivre et ont fermement condamné ses propos.

Cet épisode a donné lieu à un cyberharcèlement massif, mais il a aussi et surtout été l'occasion de faire de la pédagogie sur les questions de transidentité, à travers des prises de parole très pertinentes, comme dans la tribune de Daniel Radcliffe.

Dans certains milieux, le *cancel* est insidieux et fonctionne par « bouche-à-oreille ».

« J'ai entendu dire que cette personne avait des sales casseroles, ne l'invite pas. »

« Il ne faut pas faire intervenir cette personne parce qu'elle est proche de telle personne problématique. »

« Il ne faut pas donner la parole à cette personne car en 2012, elle a fait une blague raciste. »

Les intentions des personnes qui pratiquent le *call-out* et le *cancel* **ne sont pas mauvaises**, bien au contraire. Elles sont portées par l'envie de voir émerger un monde plus juste, plus sain, plus épanouissant et plus égalitaire.

Pour des victimes souvent impuissantes et démunies face à une justice défaillante, face à l'indifférence vis-à-vis de leurs expériences et ressentis, **ces outils sont parfois le dernier recours pour se faire entendre.**

Ces méthodes, néanmoins, posent de nombreuses questions.

Les mécaniques de la *cancel culture* décryptées

Il y a quelques mois, je t'expliquais les mécaniques et étapes de la *cancel culture* grâce à l'excellente vidéo de la créatrice ContraPoints : Natalie Wynn

Natalie Wynn est une vidéaste trans de 31 ans, proche des cercles universitaires américains, passionnée de philosophie et de sociologie. Son dada : analyser et décrypter avec empathie les mécaniques à l'œuvre dans des cercles militants et politiques.

Les principes et les biais de la *cancel culture* sont de plus en plus étudiés ; ContraPoints les résume ainsi :

- avec les réseaux sociaux, les faits sont interprétés, raccourcis et déformés
- les personnes sont redéfinies et réduites à un acte ou un propos
- le cyberharcèlement et la violence sont cautionnés, pour le bien commun
- la rédemption et le pardon sont impossibles pour la personne *canceled*
- le *cancel* éclabousse tout l'entourage de la personne condamnée
- le *cancel* oblige les gens à prendre position pour ou contre une personne ou une idée, de façon manichéenne
- les personnes *canceled* n'ont pas le droit à la présomption d'innocence
- l'humanité des personnes *canceled* est effacée et on moque leur souffrance

En ce moment, le débat sur la *cancel culture* prend un autre tournant aux États-Unis.

Une tribune sur la *cancel culture* co-signée par 150 personnalités

Des licenciements récents ont donné lieu à une tribune publiée dans le *Harpers's Magazine*, co-signée par 150 personnalités, et traduite par *Le Monde*.

Les signataires de la tribune sont des intellectuels et intellectuelles très influentes, aux bords politiques divers : Gloria Steinem (une des féministes américaines les plus connues), Margaret Atwood (l'auteurice de *La Servante Écarlate*), Noam Chomsky (un linguiste et activiste de gauche universellement reconnu), de nombreux professeurs, journalistes et essayistes primés, etc.

Ces signataires ont un statut privilégié car ils et elles bénéficient d'une parole publique largement écoutée et relayée.

Parmi elles et eux, il y a J.K. Rowling, ainsi que d'autres personnalités accusées de transphobie ou d'entretenir des discours de haine.

C'est le jeu des tribunes, on y trouve parfois des personnes dont nous condamnons les propos ou les actes, et d'autres que nous admirons pour leurs accomplissements et leurs valeurs.

Que les choses soient très claires : réfléchir à leur propos dans cette tribune ne revient en rien à cautionner TOUT ce que font ou disent ses signataires !

Selon les principes de la *cancel culture*, je ne devrais pas donner de la visibilité à cette tribune parce qu'elle est signée par plusieurs personnalités considérées comme « problématiques ». Elle est pourtant un point d'entrée très intéressant vers un débat riche, qui peut nous amener à prendre du recul, que l'on se positionne pour ou contre.

Des mouvements politiques et militants peuvent très bien défendre des causes louables sans être réduits aux actes ou discours d'une personne dans le groupe. Il s'agit de ne pas essentialiser ou faire abstraction, et surtout de ne pas prêter des intentions aux co-signataires qui, eux, ne véhiculent pas de discours de haine.

Au contraire même, cela peut même nous interroger. Pourquoi des personnalités aussi différentes s'expriment-elles par le même canal ? Quels enseignements pouvons-nous en tirer ?

La *cancel culture*, contre le droit à l'erreur ?

Si beaucoup de choses les éloignent, ces signataires ont un point commun : ils et elles craignent pour un principe fondamental de la démocratie.

La *cancel culture* les enjoint à **remettre en question leur liberté d'action et d'expression** : aucun droit à l'erreur n'est admis, aucune maladresse n'est permise, et le timing très serré imposé par les réseaux sociaux mène parfois à des conséquences aussi graves qu'expéditives.

Évoluer dans un milieu militant, intellectuel ou journalistique expose aujourd'hui les personnes au risque de voir chaque acte ou parole décortiqué sur la place publique, ce qui peut les inciter à s'autocensurer, empêchant tout débat de prendre place sereinement autour de questions sociétales pourtant d'intérêt public.

*« L'échange libre des informations et des idées, qui est le moteur même des sociétés libérales, devient chaque jour plus limité. La censure, que l'on s'attendait plutôt à voir surgir du côté de la droite radicale, se répand largement aussi dans notre culture : intolérance à l'égard des opinions divergentes, goût pour l'humiliation publique et l'ostracisme, tendance à dissoudre des questions politiques complexes dans une certitude morale aveuglante. **Nous défendons le principe d'un contre-discours solide et même caustique de toutes parts.***

Or, les appels à sanctionner rapidement et sévèrement tout ce qui est perçu comme une transgression langagière et idéologique sont devenus monnaie courante. Plus inquiétant encore, des dirigeants institutionnels, ne sachant plus où donner de la tête pour limiter les dégâts, optent pour des sanctions hâtives et disproportionnées plutôt que pour des réformes réfléchies. »

Peut-être te dis-tu : tant mieux ! Que ces pommes pourries dégagent du panier, elles ne méritent que ça ! Il faut les faire taire, qu'elles n'aient plus d'influence avec leurs idées nauséabondes !

Mais est-ce que les rayer de la carte va régler le problème ?

La cancel culture menace-t-elle le débat démocratique ?

Au-delà des mécaniques que détaillait ContraPoints dans sa vidéo de février dernier, les signataires de la tribune s'alarment des risques que ces méthodes font courir sur les processus démocratiques.

Prônant un droit à l'erreur créateur de débats, permettant à toute une société d'avancer et de grandir, ils enjoignent les défenseurs de la *cancel culture* à **laisser les contre-discours exister pour mieux les déconstruire.**

« Cette atmosphère étouffante va finir par nuire aux causes les plus vitales de notre époque. Restreindre le débat, que ce soit le fait d'un gouvernement répressif ou d'une société intolérante, nuit inmanquablement à ceux qui ne détiennent pas le pouvoir et nous rend tous moins aptes à participer à la vie démocratique.

Pour vaincre de mauvaises idées, il faut les exposer, argumenter et convaincre, et non pas essayer de les taire ou espérer qu'elles disparaissent. »

En effet, la censure des contenus et des discours n'empêche pas leur propagation insidieuse.

Dans une vidéo intitulée *Les chemins de la censure*, Hacking Social, une chaîne YouTube qui étudie les phénomènes sociaux, analyse les conséquences de la censure et de la silenciation des idées.

En voulant invisibiliser des contenus, il arrive que nous attirions l'attention dessus. Peut-être as-tu déjà entendu parler de l'effet Streisand ?

En 2003, Barbra Streisand a poursuivi en justice un photographe qui avait pris et diffusé un cliché de sa résidence privée, dans le but d'étudier le littoral. En essayant de faire supprimer cette photo, elle a en fait attiré l'attention, provoquant plus de 420 000 visites sur le site en question

L'effet Streisand, c'est donc attirer l'attention sur quelque chose en essayant de le cacher.

Le phénomène de réactance a des racines similaires : en condamnant un film et en enjoignant à ne pas aller le voir par exemple, nous déclenchons chez les autres une curiosité qui les incite à vouloir « se faire leur propre avis ».

Oui, certains discours sont insupportables. Oui, ils sont inhumains. Oui, ils sont haineux. Oui, ils sont blessants. Oui, ils ne devraient pas exister.

Mais les signataires de la tribune rappellent que les débats d'idées sont mouvants, doivent souffrir de contradictions et de remous pour que la pédagogie opère, pour que l'empathie joue un rôle fédérateur.

Derrière chaque idée, il y a une personne, avec son histoire, ses expériences, ses failles, son intégrité et sa capacité à apprendre de ses erreurs.

Si tout le monde n'a pas la même capacité d'évoluer et d'apprendre rapidement, faut-il pour autant partir du principe que personne n'en est capable ?

Le deuxième risque pour la démocratie se situe dans les dérives de l'instantanéité, maîtresse sur les réseaux sociaux. Alors qu'un audit visant Facebook met en garde le réseau social contre sa propension à polariser les opinions, **les internautes doivent veiller, plus que jamais, à prendre le temps de la réflexion avant d'agir.**

Les débats doivent intervenir sur un temps long, pas dans un planning de quelques heures qui impose de condamner immédiatement, arbitrairement, sans qu'aucun principe fondamental de précaution ni de justice ne soit appliqué.

Personne n'est à l'abri d'une erreur de condamnation. Dans le cas de *call-out* avec de graves accusations, le temps de la justice est aussi nécessaire pour enquêter, croiser les sources, et ne pas condamner sans avoir eu en main tous les éléments.

États-Unis – France, même combat ?

La *cancel culture* qui se développe ces dernières années en France vient d'Outre-Atlantique et elle n'est pas nouvelle : Jean-Eric Branaa, un politologue spécialiste des États-Unis, maître de conférences à l'Université de Paris II Assas, estime qu'elle remonterait même à plus de 400 ans.

Aux États-Unis, la culture de la délation est très présente. A l'image des affiches « wanted » dans les westerns, la conquête de l'Ouest ne s'embarrassait pas de justice : sans vrai procès, sans vraie défense, on était vite pendu.

Cette pratique ne choque pas outre-Atlantique car elle est intégrée dans une tradition politique et religieuse qui remonte aux origines de la nation américaine, explique le chercheur. À l'arrivée des premiers puritains, la dénonciation était même une vertu. Au sein des gouvernements locaux appelés « caucus », auxquels tous les citoyens participaient, il fallait tout dénoncer en public, par exemple les adultères. C'est dans ce cadre puritain qu'eut lieu le « procès des sorcières de Salem » en 1692 dans le Massachusetts, qui conduisit à l'exécution de 25 personnes, accusées de sorcellerie.

Aujourd'hui encore, considère Jean-Eric Branaa, ce type de réflexe perdure dans le pays avec l'idée que « si vous ne voulez pas qu'on dise du mal de vous, faites le bien tout le temps ». Cette culture de la délation se fonde donc sur « une vertu religieuse de redresseur de tort et sur une dichotomie entre le bien et le mal, qui divise le monde entre les méchants et les gentils.

L'Histoire des luttes et des communautés aux États-Unis et en France sont profondément différentes.

Les horreurs de la France de Vichy et de la collaboration sont encore très prégnantes et traumatiques dans la culture française, qui perçoit souvent la dénonciation comme une honte. Nous sommes bien loin de la culture américaine que décrit Jean-Eric Branaa !

Aux États-Unis, la liberté d'expression est un fondement de la Constitution. En France, il faut amener des preuves devant la justice pour chaque accusation.

C'est une des raisons pour lesquelles beaucoup de victimes françaises ne portent pas plainte et aussi une des raisons pour lesquelles les militantes féministes enjoignent à toujours croire le ressenti des victimes.

En France, le débat sur le *call-out*, la *cancel culture* et le rôle de la justice n'en est qu'à ses balbutiements. Beaucoup de gens ignorent encore ce que ces termes recourent et peu de contenus traitent de ce sujet.

Comme tu le vois, la discussion est extrêmement complexe, car le *call-out* et la *cancel culture* recouvrent de très nombreuses problématiques et adressent des sujets très sensibles.

Ces deux méthodes naissent en tout cas d'une même réalité : **des sociétés où le sexisme, le racisme et autres discriminations systémiques ont confisqué la parole de trop nombreuses personnes**, jusqu'à ce que cette parole explose, parfois avec violence.

À ce jour, il n'existe pas de solution simple à un problème si complexe. Voilà pourquoi il est intéressant d'observer la tournure des débats autour de ce sujet aux États-Unis.

Pour anticiper, dialoguer, et développer ensemble des solutions, **afin qu'aucune victime ne puisse être niée tout en permettant à chacun et chacune d'avoir droit à une justice impartiale.**

Face à l'idéologie «woke», Jean-Michel Blanquer annonce un plan européen pour le latin et le grec

Par Claire CONRUYT, Publié le 15/11/2021

Dans un entretien au Point, le ministre de l'Éducation nationale indique vouloir renforcer l'apprentissage des langues antiques.

L'offensive de Jean-Michel Blanquer contre l'idéologie «woke» continue. Au *Point*, le ministre de l'Éducation nationale annonce le lancement d'un plan européen pour la promotion de l'enseignement du latin et du grec. Au total, ils sont quatre à signer la «Déclaration conjointe des ministres européens chargés de l'éducation visant à renforcer la coopération européenne autour du latin et du grec ancien»: les ministres français, italien, chypriote et grec en charge de l'éducation. Selon *Le Point*, le texte a été présenté ce mardi à l'occasion du colloque «Europe et langues anciennes: nouvelles questions, nouvelles pratiques».

Ce qui fédère d'abord les pays européens, remarque Jean-Michel Blanquer, ce sont «*les langues antiques*». «*Et, bien évidemment, avec ce fonds linguistique commun rayonnent des valeurs communes.*» Parmi elle, «*l'humanisme*», «*le culte du vrai et du beau, l'exigence du logos, qui se révèle si nécessaire à notre époque où la déraison fait feu de tout bois.*»

Les langues antiques ont récemment été la cible des adeptes de l'idéologie «woke». La prestigieuse université de Princeton a notamment annoncé qu'il ne serait plus obligatoire pour les élèves en lettres classiques d'étudier le latin et le grec. La raison? La culture gréco-romaine serait coupable d'avoir été «*complice, sous diverses formes, d'exclusion, y compris d'esclavage, de ségrégation, de suprématie blanche, et de génocide culturel*». À cela, Jean-Michel Blanquer répond: «*J'ai en effet lu et entendu ces critiques, dont certaines allaient jusqu'à affirmer que l'on trouvait chez Homère une apologie de l'esclavage. (...) Je trouve de telles interprétations absolument sidérantes: plaquer des catégories et une vision du monde contemporaines sur des écrits datant de deux millénaires est d'une absurdité abyssale.*» Il ajoute: «*Ce que nous ont apporté ces civilisations, c'est précisément une ouverture et une recherche d'universel.*»

«Les langues anciennes sont un trésor»

Le ministre annonce vouloir élargir l'enseignement des langues anciennes à davantage d'élèves. «*C'est pourquoi l'enseignement optionnel en lycée sera ouvert aux élèves de la voie technologique à la rentrée scolaire prochaine.*» Sera également développé l'enseignement optionnel de français et de culture antique en 6e, «*qui plaît beaucoup aux élèves.*»

Dès la rentrée prochaine, des sections «*Mare nostrum*» seront ouvertes. L'objectif est «*de favoriser et d'améliorer les apprentissages des langues de la Méditerranée, qu'elles soient anciennes, étrangères ou régionales*». Enfin, Jean-Michel Blanquer regrette que l'apprentissage du latin et du grec soit associé à une forme d'élitisme. Un «*contresens*», indique-t-il. «*C'est parce que leur apprentissage est devenu à un moment donné un marqueur social dans la tradition scolaire, comme les sciences, ou la connaissance de l'allemand ou du chinois aujourd'hui, que l'on porte ce jugement inepte.*» Avant de conclure: «*Les langues anciennes sont un trésor qui doit être offert à tous.*»

Cancel culture : au Canada, des livres brûlés au nom de l'« inclusivité »

Par Alice PAIRO-VASSEUR, Publié le 08/08/2021

Accusés de propager des stéréotypes, plusieurs milliers d'ouvrages ont été retirés des bibliothèques scolaires. Certains ont même été réduits en cendres.

Une purge littéraire. Près de 5 000 ouvrages ont été bannis des bibliothèques d'établissements scolaires francophones (le Conseil scolaire catholique Providence, près de 10 000 élèves du primaire au secondaire) dans le sud-ouest de l'Ontario. Accusés de propager des stéréotypes sur des peuples autochtones – les Amérindiens –, ils ont fait en 2019 l'objet d'un traitement radical : ils ont été retirés des rayons et certains ont même été brûlés lors d'une « cérémonie de purification par la flamme » au sein de l'une des écoles, révèle Radio Canada.

Une mise à l'index sous forme d'autodafé visant à l'« inclusivité » : « Il s'agit d'un geste de réconciliation avec les premières nations et d'un geste d'ouverture envers les autres communautés présentes dans l'école et notre société », a ainsi justifié, auprès de la radio nationale, la porte-parole du Conseil scolaire, Lyne Cossette, pour qui ces ouvrages témoignent d'un « contenu désuet et inapproprié ».

155 œuvres retirées

« Nous enterrons les cendres de racisme, de discrimination et de stéréotypes dans l'espoir que nous grandirons dans un pays inclusif où tous peuvent vivre en prospérité et en sécurité », exprime ainsi l'un des membres de l'institution dans une vidéo pour le moins lunaire, tournée à destination des élèves, dans laquelle il disperse les cendres des ouvrages dans le but de faire pousser un arbre pour « tourner du négatif en positif ».

Radio Canada, qui a pu consulter le document détaillant l'ensemble des titres éliminés et les raisons invoquées (165 pages), fait état du retrait de 155 œuvres de ces établissements – des bandes dessinées, romans et encyclopédies. Et de l'évaluation en cours de 193 ouvrages supplémentaires, celle-ci ayant été retardée par la pandémie. Parmi les œuvres écartées, des BD de Hergé et de son personnage éponyme Tintin (*Le Temple du soleil*, *Tintin en Amérique*), trois albums du héros de western Lucky Luke ou encore d'Astérix (*Astérix et les Indiens*).

« Femmes faciles »

Une « sélection » supervisée par Suzy Kies, chercheuse indépendante, que le Conseil scolaire présente comme une « gardienne du savoir » (« Elle possède des connaissances approfondies sur plusieurs nations autochtones ») et coprésidente de la Commission des peuples autochtones du Parti libéral du Canada, dirigé par le Premier ministre Justin Trudeau.

La chercheuse dénonce ainsi pêle-mêle une présentation négative des personnages amérindiens – présentés comme « pas fiables, paresseux, ivrognes, stupides... » –, la sexualisation de certaines figures féminines – comme *Pocahontas* dans l'ouvrage issu du film d'animation de Disney ou encore la jeune femme tombant amoureuse d'Obélix dans *Astérix et les Indiens*, perçues par la chercheuse comme des « femmes faciles ». « Les gens paniquent avec le fait de brûler des livres, mais on parle de millions de livres qui ont des images négatives des personnes autochtones, qui perpétuent des stéréotypes qui sont vraiment dommageables et dangereux », justifie-t-elle sans détour.

« De quel droit font-ils une chose pareille ? »

Certains auteurs dont les ouvrages ont fait l'objet de cette purge ont aussitôt partagé, auprès de Radio Canada, leur consternation et leur inquiétude. « Ce n'est pas un livre d'histoire », s'est ainsi défendu Marcel Levasseur, créateur du personnage Laflèche, évoluant dans les colonies françaises d'Amérique du XVIII^e siècle. « On se sert de l'histoire comme toile de fond et on s'en amuse, un peu comme *Astérix*. » « C'est incroyable. De quel droit font-ils une chose pareille ? » a quant à elle exprimé, interdite, Sylvie Brien, autrice du roman jeunesse *L'Affaire du collègue indien* – dans lequel une adolescente soutient un autochtone accusé à tort d'avoir causé un incendie –, qui se défend de tout préjugé : « Au contraire, j'ai dénoncé des choses qu'on ne disait pas. »